

En Albanie, dans l'enfer de la prison communiste de Spaç 1/3

Marie Verdier, envoyée spéciale à Spaç (Albanie) , le 08/01/2019

L'Albanie chasse ses vieux démons (1/3). La « caserne 303 » était l'un des pires lieux de détention et de travail forcé de 1968 jusqu'à la chute de la dictature communiste albanaise en 1991. L'exploitation de la mine de cuivre a redémarré en 2018 aux côtés de la prison en ruine.



La prison de Spaç, la « caserne 303 » à l'époque du régime communiste, est perdue dans les montagnes de la région de Mirdita dans le nord de l'Albanie. À l'arrière-plan de la prison en partie en ruine, on voit le nouveau bâtiment gris construit par la compagnie turque Tete, qui exploite depuis début 2018 la mine de cuivre dans laquelle les anciens prisonniers étaient condamnés au travail forcé. / Marie Verdier

À deux heures de route au nord de Tirana, Zenel Drangu fait une pause près d'un pont avant que la voiture ne s'engouffre sur les sept kilomètres de voie cahoteuse et tortueuse qui mènent à la prison de Spaç dans les profondeurs des montagnes de la région de Mirdita. « *La prison commençait là. Cette route, nous l'avons baptisée "la route des larmes". Mais la plaque que nous avons apposée fin août 2018 n'a pas plu aux autorités locales communistes et a été enlevée...* » L'ancien détenu, solide gaillard de 69 ans, et président de l'association des persécutés politiques, entame sobrement un récit poignant.

C'est là, près du pont, que s'arrêtaient les bus de la République populaire socialiste d'Albanie – la petite « Corée du Nord » de l'Europe, gardienne du dogme stalinien jusqu'en 1991. Les mères et les épouses des prisonniers devaient faire l'ascension des sept kilomètres à pied dans l'espoir de serrer dans leurs bras un père, un fils ou un mari, le temps du petit quart d'heure de visite sous surveillance. Au risque d'être volées, parfois même violées, sur le chemin.

Les familles « entachées »

Ces femmes, jeunes et vieilles, et toutes leurs familles étaient « *entachées* », selon la phraséologie

communiste. Leurs proches emprisonnés étaient des « *taches* » qui faisaient honte au communisme et jetaient l'opprobre sur leurs familles qui pouvaient être licenciées de leur travail ou envoyées en relégation dans des villages. Alors il était peu répréhensible de s'en prendre à elles. « *Mes frères et sœurs, mes cousins, étaient entachés. Ils ont été interdits d'études supérieures et privés d'avenir à cause de moi* », témoigne Zenel Drangu.

Toutefois, nombre d'habitants alentour pensaient que la « caserne 303 » était un site militaire, et pas un épouvantable lieu de détention et de travail forcé. Le Parti du travail d'Albanie, celui du paranoïaque dictateur Enver Hoxha, y a interné entre 1968 et 1991 des détenus de droit commun ainsi que nombre d'intellectuels, d'artistes, de religieux, de dissidents, d'opposants ouvriers ou villageois, condamnés pour sabotage, tentative de fuite ou agitation et propagande.

Une prison naturelle

C'est que le lieu, enfermé dans les montagnes, était une prison naturelle qui ne nécessitait pas de mur d'enceinte. Zenel Drangu rapporte que Mehmet Shehu, le sanguinaire premier ministre et bras droit du dictateur, était venu en hélicoptère sur le site et s'était félicité du choix d'un endroit aussi parfait pour les prisonniers. « *Il avait dit : "Jamais vous ne sortirez vivants d'ici ! En cas d'invasion impérialiste, vous serez les premiers exécutés." Même les militaires qui gardaient les lieux se sentaient en prison. Cela les rendait agressifs* », raconte l'ancien prisonnier.

Zenel Drangu y avait été incarcéré en 1973. Le jeune homme de 24 ans rêvait alors d'un autre monde, écoutait Radio Vatican et Voice of America. Avec un ami, il s'était enfui et avait franchi la frontière avec le Monténégro. Tous deux furent lestement renvoyés dans leur pays par le régime yougoslave, et condamnés à seize ans de détention, comme les 13 692 Albanais condamnés pour fuite (988 tués à la frontière). Son ami, qui avait contesté le jugement, a été exécuté.

En mai de cette année-là, les conditions de détention, la faim, les dortoirs à 54 sur des matelas de paille superposés sur trois niveaux, et le travail inhumain dans la mine de cuivre et de pyrite voisine étaient si atroces que les détenus s'étaient révoltés. « *On se levait à 5 heures pour l'appel dehors des 1 400 prisonniers. Si un manquait à l'appel, on recommençait. Il fallait se lever plus tôt encore pour aller aux toilettes. Ceux qui n'allaient pas à la mine pour une raison ou une autre devaient lire en continu l'œuvre monumentale, en 70 volumes, d'Enver Hoxha.* »

La recherche des restes humains n'a pas encore été entreprise

Au milieu des bâtiments éventrés de la prison à moitié en ruine, abandonnée et pillée depuis la chute du communisme, Zenel Drangu désigne le lieu où les mutins, dans une bravade désespérée, avaient découpé l'étoile rouge du drapeau albanais et avaient brandi l'étendard troué pour réclamer la fin du communisme. Quatre des meneurs furent exécutés, 66 autres ont vu leurs peines alourdies. « *Leurs corps ont sans doute été enterrés là* », dit-il, levant les yeux sur le versant de la montagne de l'autre côté de la rivière.

Les dépouilles du journaliste et des deux étudiants exécutés en 1979 ont sans doute connu le même sort. « *Ils avaient écrit à Enver Hoxha qu'ils voulaient mourir en communistes, mais dans un communisme modéré à la -Brejnev* », explique Zenel Drangu. La recherche des restes humains n'a pas encore été entreprise. Les morts d'épuisement ou de maladie étaient, eux, enterrés dans le cimetière

dans la vallée.

« Ne mange pas, tais-toi et sois content »

Zenel Drangu, parce qu'il était jeune, grand et costaud, a survécu à tout et échappé aux punitions. *« Je suis l'un des rares survivants. »* Devant l'unique wagonnet rouillé de la mine qui gît dans ce paysage de désolation, l'ancien prisonnier se rappelle le labeur de bête de somme. *« Il fallait remplir 900 wagonnets d'une tonne en 24 heures, en équipes de 3x8. Les travailleurs libres réalisaient les travaux techniques, maniaient les explosifs. Certains étaient compréhensifs, d'autres pouvaient dénoncer les prisonniers qui n'arrivaient pas à faire leur quota et étaient envoyés en chambre d'isolation. Dans ces chambres, à même le ciment, il faisait si froid qu'il fallait bouger en permanence pour survivre. La couverture était si mince qu'on voyait la lune à travers. »*

« Le 29 novembre, poursuit-il, nous célébrons la libération du fascisme et du nazisme. C'est une date importante pour le pays. Mais nous avons vécu pire après. Le "mange et tais-toi" du fascisme est devenu "ne mange pas, tais-toi et sois content". Nous devons être le pays le plus heureux du monde. »

Lorsqu'il sort de prison à 40 ans, Zenel Drangu apprend le décès de sa mère survenu six années auparavant. Et fait la connaissance de la femme que sa famille lui a choisie. *« Les prisonniers libérés de-vaient se marier très vite, c'était une exigence du parti pour éviter toute rébellion »,* explique-t-il.

Faire de cette prison en ruine un mémorial

De ce lieu et de ce passé tragique, emblématiques des persécutions du totalitarisme albanais, il ne subsiste que des murs de pierre. En 2015 l'ONG américaine World Monuments Fund (Fonds mondial pour les monuments) avait classé la prison de Spaç parmi les cinquante monuments les plus en danger de la planète. Si elle ne s'est pas intégralement écroulée, c'est grâce à des financements suédois et au travail de l'ONG Cultural Heritage without Border (« patrimoine culturel sans frontières ») créée par des architectes suédois.

En 2017, l'ONG a nettoyé et mis en sécurité le site, étayé d'urgence les bâtiments vacillants et installé quelques panneaux indicatifs. *« Nous voulons en faire un mémorial et un lieu pour l'éducation »,* escompte Nedi Petri de l'ONG. *« Nous avons très peu de matériel historique. Nos recherches de documents, de cartes, de photos n'ont pas abouti ces dernières années. Ces informations étaient encore secrètes. La Haute Autorité sur les archives se met tout juste en place »,* explique-t-il.

Une histoire qui n'est pas enseignée

Nés dans les années qui ont suivi la chute du régime, sept étudiants venus sur place avec une ONG suédoise de défense des droits civiques se disent ignorants de cette histoire. L'un d'eux, Marco, veut comprendre ce que sa famille a subi. Tandis qu'Etilda, elle, a toujours entendu dire du bien du communisme chez elle. *« C'est notre plus grand malheur, cette histoire n'est pas enseignée dans les écoles et les lycées »,* soupire Zenel Drangu.

Le gouvernement socialiste d'Edi Rama, au pouvoir depuis 2013, commence à soulever le couvercle de la dictature. La ministre de la culture, Mirela Kumbaro, soutient l'idée de faire de Spaç, comme de

Tepelena, premier lieu d'internement de la dictature dans les années 1948-1952, des lieux de mémoire. Mais rien n'a encore bougé sur le site de Spaç. Sauf, la mine de cuivre – et la nouvelle usine attenante – ré-exploitée depuis début 2018 par la compagnie minière turque Tete qui a obtenu une concession de 30 ans. Edi Rama est venu en personne, le 4 février 2018, visiter le nouveau site industriel qui pourvoit à 200 emplois dans la vallée de cette région pauvre, sans même faire une halte lorsqu'il est passé devant la prison.

Repères

Quarante-sept ans de dictature stalinienne

L'Albanie est un petit pays de 28 748 km².

Il comptait 1,2 million d'habitants au début de la dictature (données 1950) et 3,2 millions à sa chute en 1991 (2,8 millions aujourd'hui).

Enver Hoxha, le fondateur du Parti du travail d'Albanie en 1941, dirige la République populaire socialiste d'Albanie, créée en 1944, jusqu'à sa mort en 1985. Ramiz Alia lui succède jusqu'à la chute de la dictature en 1991.

En 1960, alors que l'URSS de Khrouchtchev s'ouvre, l'Albanie rompt avec le bloc de l'Est par fidélité au stalinisme. Le pays se tourne vers la Chine jusqu'à la brouille **de 1978**, après que Pékin a rompu avec l'orthodoxie maoïste. L'Albanie se ferme plus encore pour devenir une petite « Corée du Nord » de l'Europe.

.....

Ceux qui souffrirent le plus furent les croyants. **Enver Hoxha**, **athée** convaincu, voyait les religions comme des maladies mentales dangereuses dont il fallait se débarrasser. En 1960, il déclare l'Albanie, État athée, qui ne reconnaît plus aucune religion. L'athéisme obligatoire fut inscrit dans la constitution et des intellectuels athées étaient embauchés pour diaboliser les religions. Des centaines de prêtres chrétiens ou musulmans furent exécutés à cause de leur métier, ainsi que de simples croyants à cause de leur croyance et les enfants chrétiens ou musulmans étaient envoyés dans des maisons de redressement où ils étaient battus.

À partir de 1983, Hoxha, gravement malade, laisse le pouvoir à **Ramiz Alia**.

Alia décide de rompre avec la politique d'Hoxha, notamment en relançant le commerce et les relations avec l'extérieur, mais il reste assez orthodoxe sur le stalinisme et refuse les réformes de **Mikhaïl Gorbatchev** : la population montre des signes de mécontentement de plus en plus voyants, malgré les arrestations (comme la fuite de 5 000 Albanais en Grèce). Alia décide de calmer les colères en autorisant le multipartisme, mais le peuple veut la fin totale du stalinisme.

En 1992, les élections législatives donnent le pouvoir aux ennemis du communisme. Alia démissionne, il sera arrêté quelque mois après, avec tous les collaborateurs de l'ancien régime stalinien.

.....

L'Institut d'étude des crimes du communisme dispose d'une liste restée incomplète des victimes : **35 408 détenus politiques, 5 487 exécutés, 995 morts en prison.**

Marie Verdier, envoyée spéciale à Spaç (Albanie)

Le lourd couvercle de la dictature communiste 2/3

Marie Verdier , le 09/01/2019 à 6h00

L'Albanie chasse ses vieux démons (2/3). Plusieurs lieux emblématiques de la dictature albanaise (1944-1991) s'ouvrent au public depuis deux ans dans la capitale. Mais il reste difficile de faire la lumière sur les responsables de ce long hiver totalitaire.



ZOOM

Le faux bunker, en partie détruit par les opposants au site. L'intérieur du dôme est tapissé des photos des personnalités religieuses persécutées dans le premier pays athée du monde. / Ernest Bunguri Tirana

De notre envoyée spéciale



Au cœur de Tirana, à deux pas du ministère de l'intérieur, le petit bunker est éventré. Les trous béants de sa carcasse restent visibles sous la paroi de verre, témoins de la mémoire déchirée de quarante-sept ans de dictature communiste (1944-1991). « En 2016, ceux qui étaient contre l'ouverture en musée de l'ancien bunker ont essayé de détruire le dôme d'entrée », explique le journaliste Ernest Bunguri. Il est aujourd'hui la porte d'entrée qui mène dans les entrailles de l'Albanie totalitaire.

Le bunker souterrain était directement connecté au ministère de l'intérieur, lui-même relié par un

tunnel aux villas du premier secrétaire du Parti du travail d'Albanie, Enver Hoxha, et du premier ministre, Mehmet Shehu, sises dans le quartier du Blloku, cité interdite réservée à la nomenklatura. Tous ceux qui tenaient le pays d'une main de fer pouvaient ainsi se réfugier sous terre en cas d'agression « impérialiste ».

Des centaines de milliers de bunkers, petits et grands, ont pullulé dans une Albanie pas plus grande que la Bretagne, aux temps du régime paranoïaque d'Enver Hoxha. En cas d'attaque nucléaire, les 250 députés et 15 membres du gouvernement devaient pouvoir se réfugier dans un immense abri antiatomique creusé dans la montagne à la sortie de Tirana entre 1972 et 1975. Le dédale de galeries et de chambres courait sur 2 700 m² et cinq étages. Enver Hoxha y avait ses appartements privés, bardés de parois supplémentaires de protection antinucléaire.

Pendant vingt-cinq ans, ces lieux révélateurs du totalitarisme et de la psychose du communisme sont restés sous le boisseau.

« Jeliou Jeleu, dissident et premier président postcommuniste de la Bulgarie, disait qu'il faut lire avant de tourner la page. Nous, nous avons cru qu'on pouvait tourner la page sans la lire », analyse l'écrivain Besnik Mustafaj.

« Nous avons été le dernier des anciens pays communistes à avoir créé un institut d'étude des crimes du communisme, en 2011, vingt ans après la chute du régime. Et l'institut ne dispose que de cinq chercheurs et trois archivistes, c'est proprement ridicule », dénonce sa vice-présidente, la poétesse Luljeta Lleshanaku. Elle-même est née dans une famille « d'entachés » – une famille qualifiée d'ennemie du peuple et du parti, sur trois générations.

« Tous les jours, des témoins disparaissent et nous savons si peu de chose, soupire-t-elle. Nous sommes face à une urgence absolue de collecter des témoignages des victimes. » D'autant que les traces étaient soigneusement effacées. « Les gens faisaient tout disparaître, ils ne gardaient rien, ni photo, ni objet, tout pouvait être utilisé contre eux », ajoute Luljeta Lleshanaku.

Une liste restée incomplète de victimes fait état de 35 000 prisonniers politiques et autant de familles « entachées » tyrannisées par le régime, de 6 000 exécutés et de milliers de disparus non encore recherchés. Seuls treize corps ont été exhumés aux abords de Tirana en 2013. Les premières fouilles de deux charniers et l'identification des restes humains par ADN devraient démarrer suite à un accord conclu en novembre 2018 entre le gouvernement et la Commission internationale pour les personnes disparues, basée à Sarajevo.

La ministre de la culture, Mirela Kumbaro, en convient : *« L'histoire est douloureuse. La transition a été très difficile après la chute. Tous les sujets faisaient mal, ils font toujours mal. Les victimes sont là, les responsables aussi. On n'a pas trouvé la force, les moyens, le savoir-faire pour raconter l'histoire. »* Aujourd'hui, avec le premier ministre socialiste – et artiste – Edi Rama, arrivé au pouvoir en 2013, il a été décidé de *« laisser les lieux parler »*.

La maison d'Enver Hoxha devrait ainsi être ouverte aux Albanais. *« Il nous faut raconter le fantôme Hoxha, sans faire peur ni créer de culte »,* fait valoir la ministre. En attendant, après que deux bunkers ont été transformés en musées, « Bunk'art 1 » et « Bunk'art 2 », en 2016, la Maison des feuilles a ouvert ses portes en 2017. La « feuille » ? En langage codé, le terme signifiait la Sigurimi, la police

secrète, parce que son quartier général était intégralement recouvert de feuillage. Etleva Demollari, la directrice, se poste devant une des tables d'écoutes téléphoniques : « *Elle pouvait procéder à 40 écoutes simultanées.* » C'était énorme au regard des 1 500 familles qui avaient le téléphone dans la capitale dans les années 1970.

La Sigurimi n'était-elle pas « *l'arme la plus pointue et la plus chère* » du parti pour se protéger des ennemis intérieurs et extérieurs, comme le vantait Enver Hoxha ? Et pourtant, si elle a broyé tant de vies, elle disposait d'un matériel de surveillance relativement rudimentaire. C'est que la petite Corée du Nord de l'Europe « *était comme une prison idéale dans laquelle le prisonnier était toujours susceptible d'être contrôlé, sans voir ni savoir quand et par qui. Se sachant contrôlé, il s'autocontrôlait* », explique Etle-va Demollari. « *On croyait qu'on était tous sur écoute. Dans les faits, c'était loin d'être le cas, la psychose fonctionnait plus que la technique* », corrobore Mirela Kumbaro.

La Sigurimi disposait tout de même de 15 000 « micros vivants » : son réseau d'informateurs sous la direction de ses agents, pour un pays de 1,2 million d'habitants au début de la dictature et de 3 millions à sa chute. « *Beaucoup étaient recrutés parmi les "entachés". Il y avait une vraie pression sur eux* », relève la directrice, évoquant les anciens prisonniers, les personnes persécutées et leurs proches.

Vingt-cinq ans plus tard, la suspicion reste de mise. Ainsi la presse s'émouvait, début décembre, du cas d'un ancien détenu ayant obtenu l'asile en Allemagne dans les années 1990, alors qu'il aurait aussi été chef de camp et qu'il aurait sauvagement réprimé une mutinerie.

« *Ce n'est jamais clair, qui a fait quoi, qui était qui* », reconnaît Gentiana Sula, directrice de la toute jeune Haute Autorité des archives de la Sigurimi créée par une loi de 2015. Encore dans des locaux provisoires, cette jeune institution n'a pas encore récupéré les 2,3 km de rayonnages d'archives éparpillés dans différents lieux.

Beaucoup, en outre, ont été détruites. Les dirigeants des partis créés après la chute du régime, eux-mêmes issus de l'ancien Parti communiste, ont largement fait le ménage ou s'en sont servis pour des motifs politiques. Aucun procès du communisme n'a eu lieu et les ex-responsables du régime vivent librement, voire grassement, avec les fortunes amassées pendant la transition. « *On parle de crimes du communisme, mais c'est abstrait, on voudrait pouvoir mettre des noms dessus, porter des affaires devant la justice, escompte Luljeta Lleshaj. On ne sait pas encore ce qu'on peut vraiment trouver dans ces archives.* » Leur ouverture se fait « *très en douceur* », déplore l'historien Andi Pinari.

Les Albanais épiés, persécutés, et leurs proches ne sont eux-mêmes guère enclins à vouloir consulter leur propre dossier. Ils ont été 550 à le faire cette année. Selon une étude réalisée en 2015 par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) auprès de 995 Albanais de plus de 16 ans, seules 22 % des personnes interrogées considéraient le passé communiste comme « un gros problème » (31 % parmi les persécutés).

« *On a voulu protéger les enfants de notre passé, ce n'était pas la meilleure solution* », regrette Besnik Mustafaj. « *Pour mes enfants, ce n'est pas leur histoire, c'est comme si on leur parlait d'un pays étranger* », estime-t-il. Durant les onze premiers mois de 2018, 56 % des 16 000 visiteurs de la Maison des feuilles étaient des étrangers.

Marie Verdier

Les archives de la police secrète

La Croix , le 09/01/2019 à 6h00

En 1995, deux lois furent adoptées, l'une sur les crimes contre l'humanité perpétrés pendant le régime communiste, l'autre sur la vérification de la moralité des personnalités. Pour autant il n'y a pas eu de procès des responsables des crimes perpétrés. Et l'accès aux archives de la Sigurimi, la police secrète, est resté confidentiel et a largement servi à des fins politiques.

En 2015, une nouvelle loi a créé la Haute Autorité pour l'accès à l'information sur la Sigurimi, l'ancienne police secrète. Elle doit centraliser les archives encore éparpillées dans les ministères de l'intérieur, de la défense, de la justice, les services de renseignements ou encore le comité central de l'ancien Parti du travail (le parti communiste).

Ces archives sont estimées à 20 millions de pages et 2,3 kilomètres de rayonnages. Tous les Albanais doivent pouvoir demander à consulter leur dossier.

En Albanie, une opération « mains propres » aux couleurs européennes (3/3)

Marie Verdier, envoyée spéciale à Dushk, Tirana , le 10/01/2019

L'Albanie et ses vieux démons (3/3). Gangs, mafia, trafic de drogue, corruption, crime organisé... Y a-t-il pays qui ait plus mauvaise réputation que l'Albanie ? Le pays opère pourtant une spectaculaire mue, éradique la culture du cannabis et commence à traquer dirigeants et magistrats véreux.



Les politiques sont accusés d'être en lien avec des réseaux criminels locaux, comme ici, en janvier 2018, / MALTON DIBRA/EPA/MAXPPP

C'est un de ces lieux aux confins du monde. Pas étonnant qu'aux temps de la dictature de la République populaire socialiste d'Albanie, Dushk (« le chêne » en albanais) fut, en raison de son isolement au cœur du pays, l'un des villages désignés pour y interner les familles « *ennemies du peuple* ».

Il est depuis lors resté relégué dans le passé, sans rue asphaltée ni éclairée, à des années-lumière de la petite ville voisine de Belsh qui ruisselle de guirlandes, de lampadaires et de vastes étendues de sols carrelés en bordure du lac, grâce à des financements américains et européens. « *Dushk ne se voit même pas sur Google Maps* », grommelle Agron en achevant une partie de dominos avec les autres hommes esseulés dans le petit bar du village. « *Rien n'a changé. L'État n'est jamais venu ici depuis 1990. On est au maximum de la pauvreté, comme à l'époque d'Enver Hoxha* », ajoute le quinquagénaire en évoquant le despote qui resta à la tête de l'Albanie pendant quarante-quatre ans.

« On a tous fait l'école de la prison. »

Et le cannabis ? Tous éludent la question. Jusqu'à ce qu'Ani, 37 ans, les cheveux blancs d'adversité, fasse voler en éclats la lourde ambiance : « *On a tous fait l'école de la prison.* » Lui-même goûte amèrement à la liberté depuis trois mois, en vivant aux crochets de sa mère retraitée, après dix ans passés dans les geôles grecques. Agron, lui, n'a séjourné qu'un an derrière les barreaux. Un troisième comparse a écopé de treize ans. D'autres sont encore détenus de l'autre côté de la frontière. « *La Grèce est sans pitié pour les Albanais* », accuse Ani. « *Parce que nous étions les plus pauvres, nous étions les mules de transport de cannabis vers la Grèce. Toutes les familles d'ici ont eu au moins une personne en prison.* »



Contrôle policier près de -Lazarat, en juin 2014 (ci-dessus). Le village était devenu en vingt ans une zone de non-droit contrôlée par les narcotrafiquants et la mafia albanaise. / Arben Celi/REUTERS

Au cours des années de transition violemment tourmentée, la culture du cannabis s'est répandue comme une traînée de poudre dans les zones reculées des montagnes du pays. « *Les premières plantations sont apparues dès la chute du communisme dans les années 1990-1992. Puis la production s'est intensifiée à partir de 1997* », rapporte la vice-ministre de l'intérieur, Romina Kuko. « *Quelques villages autour de Lazarat, dans le Sud, produisaient à eux seuls 900 tonnes par an, pour une valeur de 4,5 à 5 milliards de dollars, soit un quart voire un tiers du PIB du pays. Les agriculteurs étaient de plus en plus exploités, les réseaux de trafic de plus en plus structurés et liés au crime organisé* ».

« On fera des choses qui nous renverront en prison »

Romina Kuko parle, rayonnante, à l'imparfait. « *La question du cannabis est largement réglée, les superficies cultivées ont chuté de 98 %* », affirme-t-elle. Depuis son arrivée aux affaires en 2013, le gouvernement socialiste d'Edi Rama fait la guerre à la drogue. Une première opération d'envergure

en 2014 a mis fin au mini narco-État de Lazarat, avant que la destruction des cultures ne s'intensifie. La Guardia di finanza italienne, la police douanière et financière des forces armées italiennes, a toute latitude pour survoler le territoire albanais afin de traquer toute plantation de cannabis. Et... elle n'en trouve plus trace. « *La chute est spectaculaire, reconnaît un observateur international. Il peut subsister des cultures plus disséminées, cachées dans les maisons ou dans les nombreux tunnels creusés pendant la dictature.* »

À Dushk, tous ceux qui ont pu sont partis ailleurs, en Albanie ou à l'étranger. Pour ceux qui restent, « *on fera des choses qui nous renverront en prison* », susurre l'un des habitants, suggérant à demi-mot que c'est déjà le cas. Les terres des coopératives agricoles de l'ère communiste ont été abandonnées depuis trop longtemps ; la culture du tabac a été décimée par une entreprise grecque qui en détenait le monopole et qui a abusé des paysans avant de faire faillite ; et les projets de soutien aux cultures alternatives, telles les herbes médicinales, ou de développement du tourisme n'atteignent pas, tant s'en faut, les villages reculés dans les montagnes. « *Les réseaux de trafiquants ne se sont pas volatilisés, les gros bonnets ne sont pas derrière les barreaux, ajoute l'observateur. L'Albanie est aussi une importante route de transit pour la cocaïne ou l'héroïne. En attestent les saisies en hausse.* »

« *Il ne faut pas être naïf* », concède Romina Kuko tout en faisant valoir les premiers résultats du dispositif spécial de lutte contre le crime organisé, rassemblant les ministères de l'intérieur, de la justice, des finances, les services de renseignements, les douanes : « *140 personnes ont été arrêtées lors de neuf grosses opérations dans les réseaux internationaux en Albanie et en Belgique, en Espagne et aux Pays-Bas.* »

Dans ce pays où les fortunes se sont bâties frauduleusement sur les décombres du communisme, l'heure n'est plus à la totale impunité. En atteste la chute de Saimir Tahiri, ministre de l'intérieur jusqu'en 2017 et ancien homme lige du premier ministre Edi Rama, poursuivi pour ses liens présumés avec un gang sicilien, grâce à une enquête de la Guardia di finanza. « *Les deux grands partis, le Parti socialiste, au pouvoir, et le Parti démocrate, dans l'opposition, ont des liens avec les réseaux criminels locaux. Les élections locales de juin 2019 seront un test important pour voir si des gangsters sont élus maires* », poursuit l'observateur international.



La première opération d'envergure contre la contrebande de cannabis remonte à juin 2014, avec le démantèlement des plantations de cannabis du village de Lazarat et ses villages alentour. Ici, un

policier des forces spéciales albanaises à Dervician. / Arben Celi/REUTERS

Au sein de la police, plus d'une centaine d'agents ont pris la poudre d'escampette avant même que ne soit lancé un processus de vérification de l'intégrité au sein l'institution. Mais c'est parmi les instances judiciaires que la valse des têtes est la plus spectaculaire. Dans le cadre d'une réforme radicale de la justice et de la création de nouvelles institutions judiciaires – le tiers de la Constitution a été modifié en juillet 2016 et sept lois ont ensuite été adoptées –, l'Albanie s'est lancée en 2018 dans une vaste opération « mains propres » avec l'espoir d'accélérer sa perspective d'adhésion à l'Union européenne. L'ensemble des 800 juges et procureurs doit être soumis à un mécanisme de vérification d'ici à 2022, sous surveillance de l'UE et des États-Unis.

La carotte européenne

« On savait qu'il y avait de la corruption, mais on n'avait pas imaginé l'ampleur du problème », reconnaît la ministre de la justice Etilda Gjonaj. « On a commencé par les plus hauts postes du tribunal constitutionnel, de la cour suprême et du procureur général ; sur les 82 magistrats passés par le crible de la commission, seuls 36 ont pu être confirmés dans leurs fonctions. » Quant aux autres, 31 ont dû être écartés pour enrichissement illicite ou corruption et quinze ont refusé de se soumettre au contrôle et ont démissionné avant.

Le bureau spécial d'investigation (Spak) qui doit bientôt être mis sur pied aura la charge d'enquêter sur les magistrats et les hauts fonctionnaires véreux. Un plan de lutte intergouvernemental contre la corruption est opérationnel depuis avril 2018 et fait lui aussi tomber des têtes : en neuf mois, 445 mesures disciplinaires ont été prises à l'encontre de fonctionnaires (dont un tiers de directeurs), 110 d'entre eux ont été licenciés et 36 font l'objet de poursuites pénales.

Une plateforme de co-gouvernance en ligne recueille les plaintes des particuliers. *« Les problèmes les plus prégnants de corruption et d'intimidations concernent les questions d'obtention de titres de propriété (après 50 ans de communisme). Mais le phénomène est aussi courant dans les hôpitaux, parmi les inspecteurs des agences de la santé, de l'environnement, de l'alimentation ou encore au sein du fisc »,* égrène Etilda Gjonaj.

La carotte européenne entretient la dynamique albanaise. *« Je suis si content que l'UE vienne mettre la main sur mon pays et mon village. Elle doit surveiller les investissements pour améliorer la vie du pays »,* implore le maire d'un village non loin de Dushk rappelant ainsi la maxime selon laquelle *« pour les Albanais, le soleil se lève à l'Ouest ».*

La marche vers l'Union européenne

Juin 2018. Le Conseil de l'Union européenne a salué la *« dynamique de réformes en cours »* en Albanie et préconisé l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE en juin 2019.

Novembre 2018. L'UE a appelé l'Albanie à obtenir de nouveaux résultats tangibles dans la lutte contre la corruption et contre la criminalité -organisée.

Décembre 2018. Moneyval, l'organe du Conseil de l'Europe chargé de la lutte contre le blanchiment des capitaux, a décidé d'appliquer à l'Albanie sa procédure de suivi renforcé. La corruption, souvent

liée au crime organisé, génère des montants substantiels de produits du crime et crée de graves risques de blanchiment des capitaux. Or les enquêtes aboutissent encore rarement à des inculpations et les actifs saisis ne paraissent pas à la mesure de l'ampleur de la criminalité dans le pays.

Au 1er janvier 2019, l'Albanie a interdit les jeux d'argent. Estimés à 80 % illégaux, ils rapportent 700 millions d'euros par an, permettant au crime organisé de réaliser des gains et de blanchir l'argent.

Marie Verdier, envoyée spéciale à Dushk, Tirana